

Lutte syndicale

La lutte des classes en France 1981-1995

Cet article se propose d'analyser les luttes sociales en France depuis vingt ans. La première partie couvre la période 1981-1995. La seconde, publiée dans le prochain numéro, débutera par les grèves de novembre-décembre 1995 et étudiera les effets et les conséquences de cet "hiver chaud" sur le mouvement social.

Pour les révolutionnaires, une analyse concrète de la lutte des classes est primordiale pour définir des tactiques.

Nous pensons, comme la révolutionnaire Rosa Luxemburg, que les chaînes du prolétariat ne peuvent être brisées que là où elles sont forgées, dans les entreprises. Certes, le capitalisme a évolué et continue de se transformer, et de transformer les classes sociales en son sein. Mais cela ne change rien aux rapports de propriété, la classe capitaliste contrôle toujours l'économie, et l'immense majorité de la population mondiale est contrainte de vendre sa force de travail pour vivre.

Au cours de l'article, nous aurons maintes occasions pour préciser ce que sont les classes sociales aujourd'hui, et en particulier les travailleurs salariés, le prolétariat.

1981 est une année charnière, d'abord par la victoire de la gauche et l'élection de Mitterrand à la présidence (une première depuis 1958), ensuite c'est l'instabilité politique qui s'installe durablement dans le pays. La gauche a tôt fait de décevoir ses électeurs, l'idée de crise et sa réalité (le chômage) s'imposent, la démoralisation gagne du terrain dans les milieux populaires. Il y a un reflux qualitatif et quantitatif des luttes, mais dans certains secteurs la combativité se maintient, et on assiste à plusieurs reprises à des explosions sociales.

Le contexte international

Les années soixante-dix constituent une rupture dans la

seconde moitié du XXe siècle, elles marquent le début des "Décennies de crise" comme les appelle Hobsbawm, c'est la fin des "trente glorieuses".

"Les problèmes qui avaient dominé la critique du capitalisme avant la guerre, et que l'Âge d'or avait largement éliminé depuis une génération - "la pauvreté, le chômage de masse, la misère, l'instabilité" - resurgirent après 1973."(1)

Si le taux de chômage dans la communauté européenne est de 1,5 % dans les années soixante, il passe à 4,2 % la décennie suivante, atteint plus de 9 % à la fin des années quatre-vingts. Il est à 11 % en 1993.

Le détonateur fut le choc pétrolier, les prix du pétrole sont multipliés par deux en octobre 73, et à nouveau au début de 74. Mais ce choc "n'a pu avoir des conséquences apparentes et aussi durables et importantes sur l'ensemble des économies occidentales que dans la mesure où la santé de celles-ci était déjà minée par la maladie."(2)

Sur le plan politique international, face à la récession, à l'inflation, les tenants du libéralisme ont le vent en poupe. Aux Etats-Unis, comme en Grande-Bretagne, souffle un vent nouveau. Thatcher et Reagan se font les chantres de l'offensive néolibérale. Leur programme est simple : moins d'impôt et donc réduction des dépenses publiques, privatisations, démantèlement des acquis sociaux. Leur discours maintient que l'Etat ne doit plus intervenir dans l'économie. La réalité est tout autre. Aux USA, Reagan relance la croissance économique en dépensant sans compter pour l'industrie d'armement, il accroît les déficits publics et la dette.

Contexte national

La France est touchée par la crise, cependant elle connaît toujours une croissance économique. Son taux qui était en moyenne avant 1973 de 5 %, passe à 2,8 % entre 1973-79, et baisse encore en 1979-83 à 1,5 %. Le chômage augmente nettement dans les années qui précèdent l'arrivée de la gauche au pouvoir. En 73, la moyenne annuelle des effectifs des chômeurs est de 593 000 (le seuil maximum dans l'année est de 670 000, chiffre inconnu depuis les années 30). En 81, elle est de 1 750 000. Un chômage qui devient de longue durée, entre 1975 à 83, les chômeurs de plus d'un an passent de 16,9 % à 31 %

Depuis les années 1974-75, la CFDT et la CGT, les deux centrales dominantes, ont mis un terme à leurs rapports unitaires. Très vite, la CFDT va évoluer dans ses discours, sous la houlette de son secrétaire général Edmond, vers un "syndicalisme réaliste" d'abandon des idées d'autogestion et de lutte, et vers une adaptation croissante à la crise économique et aux nouvelles exigences patronales. Attitude confédérale qui ne coïncide pas forcément avec la pratique des sections locales. La CGT, qui connaît un déclin de ses effectifs dès 1977, campe sur des positions de classe. Elle est à l'initiative de la majorité des conflits.

Le cours des luttes s'infléchit dans la seconde moitié des années soixante-dix. L'onde de choc de mai 68 cesse de se faire sentir. En 1976, c'est un pic qui est atteint dans le nombre de journées de grève, hors fonction publique, avec cinq millions. En 1977, le chiffre redescend à 3,7 millions, un peu plus de deux millions l'année suivante. Après 1976, il y a durcissement des grèves, elles durent plus longtemps, ce qui s'explique par la plus grande résistance patronale, et par des luttes contre les licenciements.

L'année 79 marque une remontée (3,7 M) des grèves, cependant l'un des mouvements, celui de la sidérurgie Lorraine s'achève par une défaite. Elle a sans conteste un effet sur l'ensemble des luttes, car c'est alors un bastion-clé (avec l'automobile) de la classe des salariés.

A cette baisse quantitative s'ajoute une baisse qualitative : les conflits dits collectifs (concernant une région, un secteur) diminuent de 50 % entre 76 et 80. En 80, les grèves concernent sept fois moins de salariés par rapport à 76. En 1980, c'est la chute libre avec un peu plus de 1,5 millions de jours de grèves. En 81, un peu au-dessus du million.

Arrivée de la gauche au pouvoir

Le 10 mai 1981, la France, du moins le monde du travail, est en liesse. Mitterrand vient d'être élu à la présidence de la Ve République. Dans son programme, "les 110 propositions", le candidat socialiste a promis (entre autres) : les 35h, la nationalisation d'une partie de l'économie, des réformes politiques (comme l'abolition de la peine de mort), l'augmentation des salaires et des allocations sociales.

Ce scrutin marque le début du déclin du PCF (15 % au premier tour), tandis que le PS s'affirme comme le grand parti de la gauche, il a trois millions d'électeurs en plus que son challenger. Mitterrand dissout l'assemblée, et les

élections législatives confirment largement le changement de rapport entre les deux partis. Lors de la formation du gouvernement, les communistes ont une marge de manœuvre très étroite, ils obtiennent quatre ministères.

Le temps des réformes (juin 81- juin 82)

Le nouveau Premier ministre Mauroy, dès l'été, augmente les bas salaires, annonce la création d'emplois publics (150 000 environ), et l'abaissement de l'âge de la retraite à soixante ans. En septembre 81, est votée la nationalisation de cinq groupes industriels en plus de trente banques ; la peine de mort est abolie. En janvier 82, une ordonnance réduit la durée hebdomadaire du travail à 39h. Au mois de mars, c'est la loi de la décentralisation, créant les régions, qui est adoptée et peu après ce sont les tribunaux militaires permanents qui sont abolis.

La droite parlementaire est divisée et démoralisée, le patronat accueille les nationalisations avec calme, elles sont très largement indemnisées, plus de trente milliards de francs. La fuite des capitaux qui avait commencé en 1980 se poursuit en 1981 et la spéculation contre le franc prend de l'ampleur après les élections de mai-juin.

Cela n'entame aucunement l'euphorie qui règne au sein de la gauche, optimisme que confirment les experts économiques qui annoncent en 82 une forte reprise. Le plan de relance de l'économie française, par l'augmentation de la consommation des ménages, s'allie à l'intervention accrue de l'état. La gauche est alors complètement attachée aux idées de Keynes, en leur donnant une coloration sociale. Elle rêve d'un capitalisme prospère ouvrant la voie aux réformes.

La gauche allie la conception réformiste, quant aux moyens politiques utilisés, et aussi une vision étroitement nationale de la solution à la crise du système. Le problème n'est pas nouveau pour les partis en question, ils y ont déjà été confrontés en 1936.

Echec de la politique de relance et capitulation politique

Contrairement aux prévisions des experts, l'année 1982 est marquée par une stagnation de la croissance des pays développés ainsi que du commerce mondial. Le dollar est à la hausse par rapport à la monnaie nationale. L'économie française se voit charger de frais plus élevés dans son commerce extérieur. De plus, la France est le troisième

exportateur mondial, mais son inflation est plus élevée que chez ses principaux concurrents et partenaires : Allemagne, Grande-Bretagne ou Etats-Unis. Il devient plus difficile aux produits français de pénétrer un marché mondial stagnant, leur perte de compétitivité s'accroît.

Sur le marché intérieur, la relance de la consommation est bien au rendez-vous, mais elle profite bien plus aux produits importés. Ainsi dans l'automobile, la demande croît de 12 %, mais les marques étrangères voient leur demande augmenter de 22 %.

Le déficit de la balance du commerce extérieur atteint le record de 100 milliards de francs pour l'année 82. Le gouvernement est contraint d'emprunter à tour de bras. En 1983, la dette extérieure s'élève à 451 milliards, contre 123 en 80.

Fin novembre 81, Delors, le ministre de l'Economie, évoque la nécessité d'une "*pause à l'annonce des réformes.*" Aux pressions économiques, s'ajoutent les pressions de la droite. Electoralement, la gauche perd quatre législatives partielles au début de 1982, puis en mars, les cantonales sont un large succès pour la droite. Le 21 mai, le même Delors évite le mot "*pause*" et insiste sur l' "*effort*". Le lendemain, Mauroy prononce pour la première fois le mot "*rigueur*" qui va devenir le leitmotiv de tous les gouvernements suivants.(3)

Les facteurs économiques alliés à la résistance des classes dominantes ont eu raison du rêve réformiste. Les socialistes et leurs alliés croyaient pouvoir contrôler l'économie française. Mais la réalité incontournable de l'intégration croissante des économies nationales dans le marché mondial brisa le projet et les illusions. Ils ont cru qu'ils pourraient convaincre les milieux d'affaires et la bureaucratie d'état. Ils ne furent pas convaincus et ce fut la gauche qui se convertit.

Cette capitulation devait avoir d'autres conséquences. Le tournant libéral, ce changement de stratégie, allait avoir un impact social qui ne pouvait être neutre, ce que nous verrons clairement à partir de 1983-84.

De la pause à la rigueur (juin 82 - mars 83)

Officiellement, c'est le 9 juin que Mitterrand annonce le tournant de la politique, il parle de "*seconde phase*". Concrètement, le 12 juin, le gouvernement procède à la seconde dévaluation du franc, la première étant intervenue fin 81, et décide du blocage des prix et des salaires.

Parallèlement, il annonce un plan d'économies pour la Sécurité sociale de plusieurs milliards.(4)

L'objectif est de maîtriser et ralentir la consommation des ménages, de réduire les déficits (arrêt des créations d'emplois dans la fonction publique), et de transférer plus d'argent vers les entreprises, les exonérations de charges se multiplient. Dans les entreprises nationalisées, le gouvernement organise les "dégraissages" d'effectifs en évitant les licenciements directs.

Sur le front social, entre septembre 1981 et juin 1982, on assiste à une augmentation importante (+50 %) des conflits localisés, c'est-à-dire touchant un seul établissement. Dans de nombreuses entreprises moyennes éclatent des grèves sur les salaires. Surtout, c'est la question des 39h qui alimente cette vague de luttes. Par rapport à 81, le nombre de journées de grève dépasse les deux millions pour le seul secteur des entreprises publiques et privées.

Le texte du gouvernement sur les 39h ne pipe pas mot des compensations salariales. Les patrons s'engouffrent dans la brèche et cherchent à remettre en cause de nombreux acquis. Les dirigeants politiques s'inquiètent et finalement imposent les 39h payées quarante. Ils désamorcent ainsi le mouvement.

Mais le foyer de la lutte des classes en ce début des années 80, c'est le secteur automobile. Les travailleurs de l'automobile passent à l'offensive. Le premier choc a lieu dans l'entreprise Citroën, aux pratiques particulièrement rétrogrades, où la grève éclate pour la conquête des droits syndicaux. Le gouvernement appuie cette lutte et le syndicat CGT va profiter de la victoire pour s'implanter dans cette branche. Pour les dirigeants politiques, c'est le moyen d'avoir un interlocuteur. Dans ce mouvement victorieux, il faut noter la forte implication des OS (ouvrier spécialisés), les plus souvent d'origine immigrée.

Dès le début, l'attitude des syndicats est claire. Au sein des gouvernements Mauroy, des membres de la CFDT font leur entrée dans les cabinets ministériels, plus marginalement FO et les syndicats d'enseignants sont présents. Quant à la CGT, avec l'entrée des communistes dans le gouvernement, elle s'aligne symétriquement sur la ligne du PCF. Les bureaucraties syndicales sont intégrées dans la gestion.

Fabius et le tournant libéral (83-85)

De janvier à avril 83, des vagues de grèves sur les salaires (revendication uniforme de 300f) éclatent à nouveau dans l'automobile. Les travailleurs, confiants suite à leurs succès de 82, s'opposent au blocage des salaires. Elles touchent les usines Fiat, Chausson à Genevilliers, Citroën, Renault. Mais les élections municipales approchent et la droite, favorite, mène campagne sur des thèmes racistes. Le gouvernement, par la bouche du Premier ministre dénonce les "extrémistes religieux" qui manipuleraient les travailleurs de confession musulmane. La CGT met tout son poids dans la balance pour inciter à la reprise, et réussit dans son rôle de briseur de grèves, empêchant toute généralisation.

Les élections municipales sont mauvaises pour la gauche et le Front National réalise déjà des percées localement.

La politique du gouvernement se durcit avec le plan de rigueur de mars 83, et quelques mois plus tard un "jeune" technocrate devient Premier ministre : Laurent Fabius (actuellement ministre de l'économie). Il incarne le tournant libéral et la totale adhésion des dirigeants socialistes à la politique d'austérité, en vigueur partout ailleurs en Europe. La monnaie nationale reste dans le système monétaire européen.

En 1984, dans l'entreprise Talbot, un atelier de 3000 salariés (sur les 14 000 que comptent l'usine) se met en grève contre des licenciements, c'est la CFDT qui mène la lutte. Ce conflit intervient après une série de revers partiels dans ce secteur automobile. Sur le plan local et national, la CGT va se conduire à nouveau en briseur de grève, quant à la direction de la CFDT elle ne fera rien pour briser l'isolement de cette grève.

C'est une défaite locale, dans l'isolement, mais qui marque la fin de la combativité dans ce secteur, le seul où elle s'était maintenue. La défaite dans l'automobile est aussi importante que celle de la sidérurgie en 1979.

Le gouvernement annonce d'ailleurs des dizaines de milliers de licenciements dans la sidérurgie, la direction de Renault programme 20 000 licenciements avant la fin de 86. Il y a peu de réactions. En 1983, le nombre de chômeurs atteint les deux millions. Si dans la fonction publique les grèves se multiplient entre 1983-84, contre l'austérité, elles ne peuvent inverser la tendance. Le rapport de force est en faveur du gouvernement et du patronat qui ont les mains libres.

En 1984, il y a encore des élections, cette fois pour les Européennes, sur fond de forte abstention. Le Front National fait presque jeu égal avec le PCF qui recueille 11 % des votes, il a obtenu deux millions de voix. Cette percée des fascistes va se confirmer dans les années suivantes. Par son audience et son idéologie, le FN va tirer tout l'échiquier à droite.

Le PS va se lancer dans la surenchère, ainsi lors d'un débat à l'assemblée, G. Dufois se targue d'avoir organisé 12 000 expulsions d'immigrés clandestins. En matière de sécurité comme de politique de l'immigration, la gauche veut prouver qu'elle peut faire aussi bien que la droite.

Fabius, pour désigner la politique qu'il mène, parle de "sale boulot". Mais cette politique, orthodoxie budgétaire et gestionnaire, n'est pas neutre au niveau social. Les milieux gouvernementaux en viennent à pourchasser l'esprit de protestation et de lutte avec lequel la gauche s'identifiait plus ou moins avant 1981.

Ainsi, dans le programme de 1981 les socialistes promettent d'accorder le droit de vote aux immigrés. Une fois au pouvoir, ils régularisent 300 000 sans-papiers, mais le ministre de l'Intérieur, G. Deferre, maintient les contrôles d'identité (au faciès) et les expulsions. En 1983, Maire de Marseille, il mène campagne et sur ses affiches on peut lire : *"La droite, 20 ans d'immigration sauvage. Avec la gauche, enfin un contrôle vigilant dont on mesure les effets."*

La montée du FN est spectaculaire, il passe de 0,1 % aux législatives à 10 % en 1984. En 1986, aux élections législatives du scrutin proportionnel, le Front confirme son score et entre à l'assemblée avec une trentaine de députés. Mais cette moyenne cache des résultats qui localement sont inquiétants. Ainsi à Marseille, le FN obtient 24 %, et 22 % dans le département des Bouches-du-Rhône. Quelle est la part de démagogie de la politique Deferre dans cette ascension ?

La gauche porte une lourde responsabilité dans ce retour du fascisme. Sa politique a démoralisé les salariés, des régions entières ont été désindustrialisées. Elle a non seulement géré le système dans le sens des intérêts de la bourgeoisie, mais a aussi joué la carte raciste, "diviser pour mieux régner".

L'échec de la gauche en 1986 n'est pas vraiment une surprise. La droite conduite par Chirac revient au pouvoir avec, non plus sans surprise, un programme libéral. En

1981, Chirac se réclamait de Reagan.

Le nombre de grèves baisse en 1985, tant dans la fonction publique que dans les entreprises. Cependant, en septembre 1985, un conflit conduit par les cheminots éclate à la SNCF. La direction veut faire porter la responsabilité d'accidents aux conducteurs. Limité aux seuls cheminots, le mouvement se généralise très vite et l'entreprise est paralysée. La direction recule. En décembre, c'est peu ou prou le même scénario qui se répète à la RATP. Les conducteurs refusent de porter le chapeau, la grève s'étend et la direction fait marche arrière.

Les travailleurs de ces deux groupes ont certes, comme l'ensemble des salariés, subi les politiques d'austérité, mais ils n'ont pas connu de défaite dans la lutte.

1986-90: instabilité politique et remontée des luttes

La droite aux affaires ne surprend pas : privatisations de certaines entreprises nationalisées, suppression de l'impôt sur la fortune et autorisation administrative de licenciement. En échange, le CNPF (ex-MEDEF) promet 300 000 embauches. Les profits ne cessent de monter, la bourse voit ses cours s'envoler.

Le gouvernement annonce une "réforme" de l'université, le projet Devaquet (du nom du ministre), qui prévoit entre autres une hausse des droits d'inscription. A la surprise générale, un mouvement de masse de la jeunesse éclate en novembre-décembre 86. Ce sont les lycéens qui sont les plus nombreux, mêlés aux étudiants. Des manifestations gigantesques se déroulent dans le pays, et le 4 décembre ils sont au moins un million à Paris. Malgré la répression policière, l'assassinat de Malik Oussekiine, le mouvement déterminé obtient gain de cause.

Chirac préfère reculer car le souvenir de mai 68 le hante. Cependant, la lutte de la jeunesse est caractérisée par un rejet des idées libérales d'une part, et par un corporatisme et un rejet des organisations (partis et syndicats) d'autre part. Ce conflit est un démenti pour le discours dominant qui vante les entreprises, la bourse, l'argent, et qui a pour héros des hommes comme Bernard Tapie. En même temps il porte le poids d'années de démoralisation.

Ce mouvement étudiant et lycéen ouvre la voie aux luttes des travailleurs. Fin 86, la grève éclate à la SNCF, puis à la RATP au sein des agents de conduite.

L'influence de la révolte étudiante est évidente sur les cheminots, l'état d'esprit des jeunes (apolitisme et combativité) comme leur forme d'organisation (large démocratie à la base et corporatisme) correspondent aux traditions de cette catégorie. Ils constituent le noyau dur des grèves. Mais s'ils tiennent des assemblées générales quotidiennes, s'ils suivent massivement la grève et font preuve de détermination, ils restent isolés. Ils forment une coordination des seuls agents de conduite (18 000 sur les 230 000 employés de la SNCF, et 120 000 grévistes), leur sectionnalisme les isole, et les rend dépendant des bureaucraties syndicales.

Par contre, leur détermination entraîne dans la lutte les jeunes cheminots qui œuvrent, mais sans succès, pour une coordination inter-catégorielle. Surtout, ce sont une partie des sédentaires (dont le personnel administratif est majoritairement féminin) qui rejoignent le mouvement pour les deux dernières semaines de grève. Dans les deux cas, les conflits s'achèvent sur des impressions mitigées, les directions ont reculé sur certains points mais elles ont su tirer profit des divisions et des faiblesses.

L'année 1987 est traversée par des luttes aussi diverses que celle de la marine marchande (durant trois semaines), secteur à forte tradition de lutte ; celle des instituteurs qui s'organisent en coordinations et tiennent des assemblées générales ; les salariés des banques se battent contre le travail du samedi, et à la fin de l'année, les employés des PTT rejettent l'éclatement du service public.

En 1988, des grèves sur les salaires éclatent aux usines Chausson de Gennevilliers, la revendication est de 1000F d'augmentation pour tous, s'ensuivent Michelin, la Snecma (1500f pour tous), les salariés du chantier TGV à Montparnasse, souvent immigrés, arrachent 600 francs d'augmentation au groupe Bouygues. Ces revendications d'une hausse uniforme de salaire mettent en priorité l'amélioration du niveau de vie des plus défavorisés. A la fin de l'année, ce sont les infirmières qui se mobilisent pour les salaires (2000 francs d'augmentation) et les conditions de travail. Leur profession est peu syndicalisée, elles créent des coordinations.

D'un côté, l'envol des profits a poussé certaines catégories à revendiquer de fortes augmentations. De l'autre, dans la fonction publique, entre 1984 et 90 le pouvoir d'achat a connu une régression. Cette aggravation explique en partie la croissance des luttes chez les fonctionnaires, en nombre

de journées de grèves, ils se rapprochent des entreprises publiques et privées. En 1989, le rapport s'inverse complètement, il y a plus de deux millions de journées de grèves dans la fonction publique contre 900 000 dans le privé. Les salariés des Finances luttent du printemps à l'automne ; ceux des chantiers navals de La Ciotat entrent dans une lutte de longue durée.

De la remontée des luttes dans les années 86-89, il est possible de tirer des enseignements. Tout d'abord, ce sont des mouvements durs et longs, une forte volonté d'unité se manifeste mais reste sectorielle. Le contrôle de la base sur ces conflits est patent, en témoigne l'élaboration des revendications sur les salaires à partir des besoins exprimés par les salariés eux-mêmes.

La crise du syndicalisme (discrédit et chute libre des effectifs) a permis l'émergence des coordinations et des comités de grève, des formes d'auto-organisation qui sont des éléments nouveaux et positifs. Enfin, et c'est la conséquence des années 80, les rapports entre les travailleurs et les partis réformistes se sont transformés (déclin du PC, liens distendus du PS). Il y a moins d'illusions et d'espoirs de changement radical, mais les travailleurs se tournent vers un syndicalisme plus combatif.

L'instabilité politique en France est accentuée par ce regain de luttes. Elle traduit les divisions au sein des classes dirigeantes, le problème est : comment restaurer ou reprendre la place perdue par le capitalisme français sur le marché intérieur et international ? La politique de rigueur des années 80 a permis une remontée des profits mais il y a peu d'investissements (les capitaux servent à la spéculation boursière) et la perte de compétitivité des entreprises françaises n'a pas été rattrapée. Le krach d'octobre 1987 vient doucher les chantages du libéralisme et du "capitalisme populaire" cher à Chirac et à son ministre des finances Balladur. En privatisant ils cherchent à créer des couches de petits actionnaires, épargnants, cadres, etc... La chute de la bourse, même provisoire, met fin à cet engouement.

Aux élections présidentielles de 1988, Mitterrand bat facilement Chirac. La politique de ce dernier a provoqué une remontée des luttes. La gauche bénéficie de ce climat et du rejet de la droite. Cependant, la campagne électorale est plutôt terne, la réélection de Mitterrand ne provoque aucune fête. Aux législatives de juin, le parti socialiste n'obtient qu'une majorité relative. Le nouveau Premier ministre, Rocard, poursuit la politique d'austérité. Un impôt

supplémentaire est créé, la CSG, et dans le même temps est institué le RMI, cette ration de survie.

Récession et reflux des luttes (90-95)

En 1990, c'est la dégringolade : 570 000 journées de grève perdues dans la fonction publique et 690 000 dans les entreprises publiques et privées. Après le pic atteint en 1989, le reflux des luttes coïncident avec la récession qui se précise en 90-91.

L'année 1990 voit la défaite des salariés des chantiers navals de La Ciotat, tandis que les employés des caisses primaires de plusieurs départements obtiennent des augmentations de salaires. Sur le plan syndical, 40 % des actions sont menées par la CGT, moins de 10 % par la CFDT, 3 % par FO, 20 % sont sans origine syndicale. Cette même année, un conflit sur trois porte sur l'emploi, contre 1 sur 5 auparavant.

Le reflux des luttes est très net au début de la décennie quatre-vingt-dix, en 1992, il y a 218 000 journées de grève dans la fonction publique et 490 000 dans les entreprises publiques et privées. Il y a une légère remontée en 1993 qui ne se confirme pas en 1994.

En février 1994, le CERC publie une étude très éclairante sur la situation du salariat. Il indique que 11,7 millions d'individus (46,9 % des actifs de 18 à 64 ans) sont actuellement en situation de *"fragilité économique et sociale"*, 5 millions sont en situation de *"précarité professionnelle"*, 1,3 millions sont privés de travail depuis plus de deux ans, 850 000 personnes sont susceptibles de *"rompre leurs derniers liens sociaux"* et *"on peut estimer à 250 000 personnes le nombre de personnes désocialisées."*

Ces statistiques ne traduisent que partiellement le résultat des politiques d'austérité, des attaques contre les travailleurs : chômage de masse et de longue durée (en 1993 ils sont au moins trois millions), de la précarisation du salariat (individualisation des salaires, intérim, temps partiel).

Profitant du contexte, le pouvoir renforce le racisme. Sur fond d'émeutes dans les banlieues, de guerre du Golfe, du terrorisme des "intégristes islamistes", de surenchère des fascistes du FN, la gauche continue de jouer avec le feu. L'amalgame entre immigration et délinquance, entre musulmans et intégristes, entre chômage et immigration prend de l'ampleur (slogan du FN "trois millions de chômeurs ce sont trois millions d'immigrés de trop").

Rocard déclare que la "*France ne peut accueillir toute la misère du monde*".

Au référendum sur Maastricht en 1992, le "oui" l'emporte de justesse, et le "non" l'emporte au sein des classes populaires (employés et ouvriers). Cela n'augure rien de bon pour les législatives de l'année suivante. En mars 93, c'est une défaite historique pour le parti socialiste qui, sur fond d'abstention, conserve une cinquantaine de sièges contre 250 dans la précédente assemblée.

La nouvelle cohabitation confirme l'instabilité politique. Balladur, le nouveau Premier ministre, entreprend une nouvelle cure d'austérité. Les conflits sociaux sont alors clairement défensifs. Pourtant, en fin 1993, la grève d'Air France est comme un coup de semonce pour le gouvernement et les patrons.

En deux ans, cette société a connu deux plans de restructuration avec 5000 licenciements à la clé. C'est un nouveau plan prévoyant 4000 suppressions d'emplois qui a déclenché le mouvement. Il démarre spontanément chez les ouvriers de la maintenance puis s'étend rapidement, l'intervention des CRS le renforce. Les employés, les pilotes de ligne et les hôtesses (pour la première fois) se mettent en grève. La spontanéité a ses limites et le conflit, populaire auprès de l'opinion, n'a pas pu s'élargir, ni remporter une victoire totale. Mais c'est néanmoins une brèche dans l'ère des sacrifices acceptés par les travailleurs.

Au tout début de l'année, le projet de loi de Bayrou, ministre de l'éducation, augmente les fonds publics pour l'école privée, ce qui provoque des manifestations regroupant un million de personnes. Indice supplémentaire que la colère couve sous les cendres. Le gouvernement recule précipitamment.

Au printemps le projet dit CIP de Balladur, qui veut créer un smic-jeune pour les étudiants, entraîne une forte réaction. Les manifestations se multiplient et les affrontements avec la police sont nombreux. Pour la troisième fois le gouvernement recule.

Fin 1994, les salariés de Radio-France, après deux semaines de lutte, obtiennent une augmentation de 1000 francs et le paiement de quinze des seize journées de grève. Ceux de Pechiney et ceux de la Tour Eiffel remportent des succès sur les salaires et les embauches. Le premier semestre de l'année 1995 voit une remontée des grèves, notamment dans

l'automobile (Renault au printemps), dans le groupe Danone.

Les divisions de la droite s'aiguisent à l'approche des élections présidentielles de 1995. La rivalité Chirac-Balladur éclate au grand jour. Le premier tient un discours populiste ("la fracture sociale") tandis que le second prône le libéralisme.

Stéphane Lanchon

Notes:

1- E. J. Hobsbawm, *L'Âge des extrêmes*, Histoire du Court Xxe siècle, Editions Complexe, Paris, 1999.

2- Sous la direction de C. Willard, *La France ouvrière*, tome 3, p102

3- ib, p143

4- ib, p144

A lire: *La voie parlementaire au capitalisme*, brochure de Socialisme International.

 **Socialisme International**
anticapitalisme & révolution

Revue trimestrielle publiée par des militant(e)s
de la Ligue Communiste Révolutionnaire